

CA1
EA920
C15
#13/May '82
DOCS

ion of Canada to
European Communities

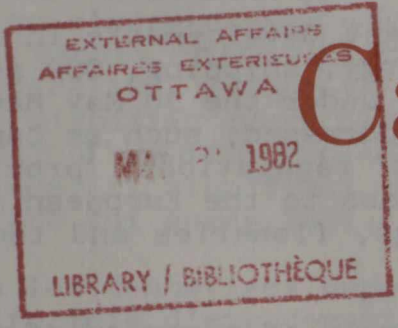
Mission du Canada auprès
des Communautés européennes



May 1st, 1982

Le 1er mai 1982

bulletin



Canada



N° 13

newsletter

	<u>Page</u>
High Level Canada/EC Consultations	1
La Constitution canadienne	2
High Technology enters the Farm Gate	4
Un document de travail sur la politique minérale du Canada	5
New Brunswick: Mining is outstripping Forestry	6
EN BREF: La visite prochaine du Commissaire Davignon	7
Sir Roy Denman in Ottawa	7
Le Symposium mondial sur l'Amiante	7
Some recent Canadian opinions	8
L'énergie se trouve partout	8
Fashions for next autumn and winter	8

HIGH LEVEL CANADA/EC CONSULTATIONS

The 18th round of high level semi-annual consultations between Canada and the European Community took place in Brussels on April 22 and 23, 1982. The Community delegation was led by Mr. U. Toffano, Deputy Director-General for External Relations in the Commission, and the Canadian delegation by Mr. R. Latimer, Assistant Deputy-Minister of the Department of External Affairs. Messrs Toffano and Latimer began by recording their satisfaction at the recent settlement of several bilateral issues, and at the signature last December of a nuclear cooperation agreement.

The two delegations exchanged views on the EC and Canadian economic situations and prospects, and on a range of multilateral issues including trade relations among industrial countries, preparations for the November GATT Ministerial Meeting, the OECD export credits consensus, prospects for global negotiations on North-South issues, and proposals for tackling the problem of hunger in the world. The participants agreed that the build-up

of protectionist pressures deriving from the difficult economic situation and high unemployment imposed an obligation to manage trade relations among industrialized countries with particular care and sensitivity. The importance of the GATT Ministerial Meeting and the results that would emerge therefrom was stressed.

The two delegations also reviewed recent developments in Canadian and EC policies in the areas of energy, shipping, GSP schemes and the process of EC renewal and reform under the 30 May Mandate. A variety of bilateral questions were addressed, such as Canadian import legislation, foreign investment regulations, provincial liquor board practices, questions of access to the European market for Canadian cheese and grain screenings, fisheries and the European Parliament resolution on seals.

The discussion on energy consisted largely of a review of Canadian and EC policy developments. The Canadian delegation pointed out that the proposals enumerated in the National Energy Programme in October 1981 had undergone some changes and that there were now two Bills before Parliament which would turn the main elements of the NEP into law. Considerable success has been achieved already on Canadianization. The foreign share of ownership in the energy sector has dropped from 70% to 66% in just over a year. This is mainly the result of private sector actions, the only public action being the purchase of Petrofina by Petrocan.

On fisheries questions the Canadian delegation emphasized that the Long Term Agreement on Fisheries was not working satisfactorily, and that pressure was quickly building up in Canada to have it terminated. Tariff quota allocations by the EC have disrupted patterns of Canadian trade in fish and have created considerable insecurity in the traditional UK market. Both sides agreed that the recent changes in exchange rates have affected Canadian trade. It was agreed that the matter would be discussed at expert level within the next few months and a thorough review would be held in the autumn.

There was also mutual agreement on the need to cooperate constructively on arranging for an independent study of the facts of the seal hunt, and for this work to go forward as expeditiously as possible. Both sides emphasized the importance of this issue to their respective publics, and the need to remain in close contact.

The next round of high level consultations will take place in Ottawa during the autumn of 1982.

LA CONSTITUTION CANADIENNE

Lors d'une visite officielle à Ottawa le 17 avril, la reine Elisabeth a proclamé la nouvelle constitution du Canada. Jusqu'à ce jour, c'était le Parlement de Londres qui détenait le pouvoir d'amender la loi qui servait de constitution au Canada, agissant sur demande des autorités canadiennes. C'est en effet une loi britannique, l'Acte d'Amérique du Nord britannique, qui depuis 1867 faisait fonction de constitution écrite.

Dès le début du siècle, le Canada avait accédé à l'indépendance politique de la Grande-Bretagne. En 1926, la déclaration Balfour avait reconnu l'égalité des Dominions et du Royaume-Uni. Et en

1931, le Statut de Westminster avait consacré en droit cette souveraineté de fait. Mais dans la loi constitutionnelle de 1867, les constituants de la fédération canadienne, qui compte maintenant dix provinces, n'avaient pas prévu de formule d'amendement. Ils avaient considéré que si des modifications s'avéraient nécessaires, on s'adresserait aux autorités britanniques pour les faire adopter. Depuis, elle le fut à vingt-trois reprises, la dernière fois en mars 1982 lorsque la constitution fut "rapatriée". Ce canadianisme signifiait pour le Canada obtenir du Parlement de Londres le pouvoir d'amender lui-même sa constitution. Pour le Parlement britannique, il signifiait renoncer à un pouvoir qu'il avait gardé bien malgré lui après 1931.

Toutes les tentatives depuis cette date pour réunir un consensus sur une formule d'amendement avaient échoué. Il y a quelques mois, et après de laborieuses discussions, le gouvernement fédéral et l'ensemble des provinces à l'exception du Québec se sont mises d'accord sur une formule d'amendement et sur une charte des droits de l'homme. Ce sont là les deux chapitres que le Parlement britannique vient d'adopter avant de se dessaisir définitivement de tout rôle dans le processus constitutionnel canadien.

La formule d'amendement retenue reconnaît aux provinces un rôle dans la modification de la constitution. Elle exige que tout amendement soit approuvé par le Parlement du Canada et par au moins sept provinces représentant plus de 50% de la population. Une province dont la législature n'a pas approuvé une modification dérogatoire à sa compétence législative pourra exercer son droit de retrait. Les modifications portant sur certaines questions fondamentales comme le maintien de la monarchie, les droits linguistiques et la composition de la Cour suprême devront être approuvées par le Parlement et l'ensemble des législatures provinciales.

La nouvelle constitution confirme le principe des paiements de péréquation aux provinces les moins nanties afin de réduire les inégalités régionales et de fournir à tous les Canadiens des services publics comparables d'une province à l'autre. La compétence des provinces sur l'exploitation et la gestion de leurs ressources naturelles non-renouvelables est confirmée. Les provinces obtiennent en outre une juridiction concurrente sur le commerce inter-provincial des ressources non-renouvelables.

Pour la première fois, les libertés et les droits fondamentaux dont jouissent les Canadiens depuis plus d'un siècle sont enchâssés dans une charte canadienne des droits et des libertés. La charte garantit les droits démocratiques, les libertés fondamentales et les droits à l'égalité. Les droits à l'égalité protègent les citoyens contre la discrimination exercée par les gouvernements et fondée notamment sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe ou les déficiences mentales ou physiques. Cette disposition n'exclut pas la possibilité d'envisager la promotion sociale ou l'amélioration de la situation de certains individus ou groupes défavorisés.

Le droit à l'usage des langues officielles assure à chaque individu le droit d'utiliser le français ou l'anglais pour traiter avec les institutions du Parlement et du Gouvernement du Canada. Le français et l'anglais sont reconfirmés comme les langues officielles du Canada et elles ont un statut égal dans les institutions du Parlement et du Gouvernement du Canada. L'usage du français et de l'anglais est aussi assuré par des dispositions consti-

tutionnelles dans les législatures, devant les tribunaux et dans les documents parlementaires des provinces du Québec, du Manitoba et du Nouveau-Brunswick. La charte garantit aussi aux minorités le droit à l'instruction dans leur langue dans toutes les provinces.

La charte vise à préserver et à mettre en valeur le patrimoine multiculturel du Canada. Elle reconnaît et confirme les droits ancestraux ou issus de traités des peuples autochtones du Canada, c'est-à-dire des Inuits, des Amérindiens et des Métis. Elle énonce en outre qu'aucune de ses dispositions ne pourra porter atteinte aux droits des peuples autochtones.

La proclamation de la nouvelle Constitution ne met pas fin pour autant aux discussions constitutionnelles. Le Québec, seule province à majorité francophone, continue à s'opposer à la nouvelle loi. Elle considère en particulier que la charte des droits a pour effet de diminuer ses pouvoirs. Elle s'inquiète notamment de ce que les dispositions linguistiques de la charte compromettent sa législation concernant l'usage des langues dans l'enseignement.

HIGH TECHNOLOGY ENTERS THE FARM GATE

An explosion of new research and development in farm machinery electronics, conservation techniques and genetic engineering is helping Canada's food producers to cut costs and increase efficiency.

Most of the impetus has come from the farmers themselves who have simply walked into high technology research centres devoted to new auto parts, office systems or space research, and outlined their own particular problems. Canadian researchers have often found that these farmers already have a fairly clear idea of the solution. They are very inventive. For generations they have managed with the materials at hand, and cooperated with their neighbours to carry out major projects. Now many of the young scientists in agricultural research are the sons of farmers and are bringing a love and understanding of the land into Canada's high technology laboratories.

The design of farm implements has remained fundamentally the same for 30 years. They are larger, but they are basically the same machines. Researchers are now working on new items such as an electronic cutter, to be attached to a combine harvester, which will automatically adjust to uneven terrain and cut up to 10% more beans off the bottom of the stalk. The microprocessor has made possible sophisticated equipment to replace gauges and other warning systems, and to ensure machinery is fully utilised with minimum wear and tear. Western farmers are experimenting with automatic irrigation by electronics. Computers moving on programmed paths across a farm can sense moisture levels in the soil and, when they reach a critical point, can deliver the equivalent of a centimetre of rain through overhead pipes and sprinklers which attach themselves automatically to the nearest well-head. Electronic circuitry can identify distinctly different electronic "signatures" produced by corn kernels or soybeans, and can disregard stems, pods, pieces of corncob and other crop debris. It is hoped that this form of monitoring will, among other things, be useful in reducing the amount of grain that is lost with the

chaff.

Soil erosion, particularly by wind, has been a major problem on the Canadian prairies. Farmers and researchers have been experimenting with new techniques of contour strip-cropping, shelter belts, rotation of grass and legume crops, to replace traditional summer fallow practices. Experiments have also shown that a minimum amount of tillage best protects the soil.

Genetic engineering is a new expression for the development of hybrid strains which farmers have worked on for years. What is new is the way the process of biological change can be accelerated and controlled. One of Canada's recent successes has been the transformation of rapeseed into the new wonder crop, canola, which now supplies more than 50% of the Canadian edible oil market and is the second largest agricultural export. Western farmers want to diversify further from wheat production, but need new plant varieties suitable for the climate and soil, and capable of producing high yields. Current research is focussing inter alia on hybrid corn with a shorter growing season, field peas, beans and lentils.

Canadian universities have come to recognize that in the field of agricultural innovation a relatively small investment can produce a significant and quick economic benefit to farmers, with a widely dispersed spin off to associated industries and services.

UN DOCUMENT DE TRAVAIL SUR LA POLITIQUE MINERALE DU CANADA

Le Ministre d'Etat canadien aux Mines, Mme Judy Erola, vient de rendre publique une étude sur la politique minérale du gouvernement. Présentée sous forme de document de travail, l'étude propose un cadre de référence pour l'élaboration et l'application de politiques s'inscrivant dans la stratégie fédérale d'expansion économique pour les années 80.

En 1981, les recettes provenant de l'industrie minière au Canada se sont élevées à 15 milliards de dollars. Le traitement des minéraux a ajouté à cette somme quelques 19 milliards de dollars de plus. Ces données comprennent les minéraux combustibles comme le charbon et l'uranium, mais excluent la production de pétrole brut et de gaz naturel, qui relèvent habituellement des statistiques minérales. La production de pétrole brut à elle seule fait plus que doubler le total en le portant à 33 milliards de dollars. Néanmoins, le nouveau document de travail paraît à un moment où la demande est en déclin sur les marchés internationaux des minéraux, et, se confinant à la production minière, il met l'accent sur les perspectives d'avenir qui attendent les travailleurs, les hommes d'affaires et le public canadien en général.

On y énonce les besoins particuliers qui se font sentir dans les secteurs de la recherche gouvernementale. On aborde également les occasions d'emploi pour les autochtones et les femmes, l'amélioration des marchés internationaux et l'établissement d'infrastructures pour les nouvelles mines. Le document reconnaît explicitement que les ressources naturelles appartiennent aux provinces et il reconnaît de même l'importance de l'initiative privée dans l'industrie minière.

Les petites sociétés minières, qui sont de propriété canadienne

pour la plupart, détiennent un record enviable en ce qui concerne la découverte de gisements minéraux dans ce secteur à risque élevé où un seul forage sur mille permet de déceler un dépôt minéral important. Dans le but d'aider ce secteur, le document recommande de nouveaux stimulants fiscaux adaptés aux entreprises à faible revenu et un accroissement des recherches visant à mettre au point de nouvelles techniques de prospection et de mise en valeur. Il propose l'adoption de mesures d'encouragement applicables aux travaux de traitement à façon et une diffusion plus rapide, dans toute l'industrie, des données géologiques recueillies par le gouvernement auprès de chacune des entreprises.

Le Ministre Erola a noté que les fabricants canadiens ne détiennent tout simplement pas une part suffisante du marché intérieur, surtout dans le cas des machines hautement spécialisées. En 1980, moins de la moitié des 1,2 milliards de dollars que l'industrie a dépensés à l'achat de matériel neuf ont été utilisés pour acheter des machines fabriquées au Canada. Pour remédier à la situation, on pourrait adopter des mesures encourageant l'acquisition d'outillage d'extraction fabriqué au Canada, inciter les groupements d'ingénieurs, de gestionnaires de chantiers et de fabricants d'outillage et d'équipements miniers à faire équipe pour collaborer à la mise en oeuvre de vastes projets dans le monde entier, ou encore établir des règlements obligeant les entreprises étrangères à mettre au point le nouvel équipement et la nouvelle machinerie par l'intermédiaire de leurs filiales canadiennes.

La commercialisation des minéraux à l'échelle internationale, surtout lorsqu'ils ont été traités au Canada, est un autre domaine dans lequel le Gouvernement fédéral doit prendre l'initiative, précise le rapport. C'est pourquoi on demande au Gouvernement fédéral de s'efforcer de supprimer les barrières tarifaires et de faire en sorte qu'à l'avenir l'exploitation minière des fonds marins ne soit pas subventionnée par les gouvernements des pays consommateurs pour ne pas compromettre l'exploitation sur le continent. On suggère aussi de considérer davantage la potasse comme forme d'aide en nature au tiers monde. On pense de même que le Canada pourrait faire partie des associations internationales de producteurs qui s'échangent des renseignements sur les marchés.

NEW BRUNSWICK: MINING IS OUTSTRIPPING FORESTRY

New Brunswick is one of Canada's maritime provinces and covers 71,588 square kms (the size of Ireland). The land is mainly flat or undulating, and 85% of it is forest. The soil is fertile in the river valleys. The province exports base metals, peat moss, coal, fish and agricultural and forest products. Its most important manufacturing industries are those based on forest resources, followed by shipbuilding.

Forestry and secondary industries based on forest products have formed the backbone of the provincial economy for many years. However, the general slowdown in housing starts has crippled the province's saw-mills in recent years and only the pulp and paper sector has been able to hold its own. Substantial investment in plant modernization, in the order of 750 million dollars in 1981, should protect the industry's competitiveness, but will allow no room for expansion. The provincial government has responded by diversifying the manufacturing sector to include a new elec-

tronics plant which will make telecommunications components, and to place more emphasis on food processing activities.

Since 1979 mining has been New Brunswick's fastest-growing industry. In 1981 mineral output was worth over 534 million dollars, with most of the value in zinc, lead, silver and copper. This value will rise substantially by 1984, when a 360 million dollar zinc smelter will be completed. The smelter will employ 400 workers. Exploration investment has risen steadily in recent years and both consortiums and individual prospectors are actively involved in seeking base metals, tungsten and uranium. The focus of most attention is a corridor of granitic rock running diagonally across the province from southwest to northeast.

New Brunswick also has hopes for two less conventional resources: peat and oil shale. It is the only Canadian province that has mapped and assessed its complete fuel peat resource, about 520 million cubic metres. A study completed recently for the province recommended that the peat could be used as feedstock for the production of coke and activated carbon, which is currently being imported into Canada. The province also wants to develop its oil shale deposits, which may contain as much as 20 billion barrels of oil, and is looking to the federal government for assistance in making a technological assessment and in providing support and incentives for production.

The Atlantic Provinces Economic Council has predicted good growth through the mid-1980s for New Brunswick, based primarily on its basic export commodities and assisted by a number of federal-provincial development projects for the region worth some 30 million dollars.

EN BREF

LA VISITE PROCHAINE DU COMMISSAIRE DAVIGNON

Le Vicomte Etienne Davignon, Vice-président de la Commission européenne, se rendra au Canada du 24 au 27 mai pour des entretiens avec des ministres canadiens en matière de politique industrielle et énergétique. M. Davignon participera au Symposium mondial sur l'Amiante à Montréal, et visitera ensuite Ottawa et Toronto.

SIR ROY DENMAN IN OTTAWA

On April 19 and 20, the Director General for External Relations of the European Commission, Sir Roy Denman, visited Ottawa to discuss international trade questions with Canadian officials.

LE SYMPOSIUM MONDIAL SUR L'AMIANTE

Plusieurs scientifiques de réputation internationale et représentants gouvernementaux et syndicaux de haut calibre ont accepté d'être conférenciers et panélistes au Symposium mondial sur

l'amiante qui se tiendra à Montréal les 25, 26 et 27 mai 1982.

SOME RECENT CANADIAN OPINIONS

The Gallup Poll of Canada reports that 45% of Canadians today remain optimistic about a higher standard of living, but that more than in the past (29% up from 26%) believe their standard of living is going down. Residents of Ontario and British Columbia appear to be least confident, while Quebecers tend to be the most optimistic (55% expect a higher standard of living in the future).

The same organization has determined that the percentage of Canadians who believe that married women with children should work outside the home has risen by 7 percentage points since 1980 to 38%. In 1960 only 5% of the population agreed with this proposal. The proportion who disagree has dropped from 93% in 1960 to 54% in 1982. An overwhelming majority (86%) feels that married women with no children should work outside the home, and only 8% disagree.

L'ENERGIE SE TROUVE PARTOUT

Des chercheurs de l'Institut de recherches techniques et de statistiques du ministère de l'Agriculture effectuent des études sur les possibilités qu'offrent les mauvaises herbes en tant que sources énergétiques, chimiques et alimentaires. Le but de cette recherche est d'accroître les possibilités d'approvisionnement en carburant, ainsi que de créer et de diversifier les marchés des aliments pour le bétail, des fibres et des produits pétroliers tirés de ces cultures.

FASHIONS FOR NEXT AUTUMN AND WINTER

The Canadian fashion industry recently exhibited their wares for potential foreign buyers at the Canadian Outerwear Fashion Fair held in Winnipeg, Manitoba. One-hundred Canadian exhibitors displayed their fall and winter clothes and accessories for buyers coming primarily from the United States, Europe and Japan. The fair, which was first held two years ago, included leathers, suedes, sheepskin, down-filled fabrics, tweeds, wools, ski and other sportswear such as co-ordinate outfits for men and women and men's clothing such as slacks, suits, shirts and accessories.

